

LE PROGRAMME DE PAIX

Les Etats-Unis Socialistes d'Europe

par LÉON TROTSKY

Le texte suivant est extrait de la brochure de Léon Trotsky : Le Programme de paix, qui était à l'origine une série d'articles écrits par Léon Trotsky, en 1915-16, dans le journal internationaliste Nashe Slovo, qu'il éditait à Paris. Trotsky révisa ces articles en mai 1917 et les publia sous forme d'une brochure programmatique dans la presse bolchevique en Russie, en juin 1917.

Le droit des nations à l'auto-détermination

NOUS avons vu que la social-démocratie (1), dans la solution de questions concrètes du domaine du regroupement et de la formation nouvelle de groupes d'Etats nationaux, ne peut accomplir aucun pas sans le principe d'auto-détermination nationale, qui, en dernière instance, apparaît comme la reconnaissance du droit de chaque groupe national à décider du sort de son Etat, donc du droit des peuples à se séparer d'un Etat donné (comme par exemple de la Russie ou de l'Autriche). Le seul moyen démocratique pour connaître la « volonté » d'une nation est le referendum. Cette réponse démocratique obligatoire restera pourtant, telle qu'elle est décrite, purement formelle. Cela ne nous éclaire pas sur les possibilités réelles, les façons et les moyens de l'auto-détermination nationale dans les conditions modernes de l'économie capitaliste ; et pourtant, c'est précisément là qu'est le sens même de la question.

Pour plusieurs nations, sinon pour la majorité des nations opprimées, des groupes et sections de nations, le sens de l'auto-détermination est l'annulation des limites existantes et le démembrement des Etats actuels. En particulier, ce principe démocratique mène à l'émancipation des colonies. Pourtant, toute la politique de l'impérialisme, si différent au principe national, a pour but l'extension des limites de l'Etat, l'incorporation obligatoire d'Etats faibles à l'intérieur des frontières dou-

nières et l'acquisition de nouvelles colonies. Par sa nature même, l'impérialisme est expansif et agressif, et c'est cette qualité qui caractérise l'impérialisme et non les manœuvres variables de la diplomatie.

D'où découle le conflit perpétuel entre le principe de l'auto-détermination nationale qui, dans plusieurs cas, mène à la décentralisation économique et étatique (démembrement, séparation), et les puissantes tendances centralisatrices de l'impérialisme qui a à sa disposition l'organisation d'Etat et la force militaire. Il est vrai qu'un mouvement national séparatiste trouve souvent un appui dans les intrigues impérialistes d'un Etat avoisinant. Pourtant cet appui ne peut devenir décisif que par l'application de la force militaire. Et dès que les choses arrivent à un conflit armé entre deux organisations impérialistes, les nouvelles limites de l'Etat ne seront pas décidées sur la base du principe national, mais sur le principe des rapports réciproques des forces militaires. Forcer un Etat victorieux à s'abstenir d'annexer de nouvelles terres conquises est aussi difficile que de le forcer à accorder la liberté de l'auto-détermination à des provinces acquises auparavant. Finalement, même si par miracle l'Europe était divisée par la force des armes en Etats nationaux fixes et en petits Etats, la question nationale ne serait pour cela décidée en rien et, au lendemain même de la « juste » redistribution nationale, l'expansion capitaliste reprendrait son travail. Des conflits naîtraient, engendrant de nouvelles guerres et des acquisitions,

en violation totale du principe national dans tous les cas où sa préservation ne peut être maintenue par un nombre suffisant de baïonnettes. Tout cela donnerait l'impression de joueurs acharnés contraints à répartir l'or « justement » entre eux au beau milieu du jeu afin de recommencer le même jeu avec une frénésie redoublée.

De la puissance des tendances centralisatrices de l'impérialisme il ne découle nullement que nous sommes contraints à nous soumettre passivement à elles. Une communauté nationale est le cœur vivant de la culture, comme la langue nationale est son organe vivant, et cela gardera sa signification à travers des périodes historiques indéfiniment longues. La social-démocratie est désireuse de sauvegarder et est obligée de sauvegarder pour la communauté nationale sa liberté de développement (ou dissolution) dans l'intérêt de la culture matérielle ou spirituelle. C'est dans ce sens qu'elle a repris comme une obligation politique le principe démocratique de l'auto-détermination nationale de la bourgeoisie révolutionnaire.

Le droit de l'auto-détermination nationale ne peut être exclu du programme prolétarien de paix ; mais il ne peut prétendre acquérir une importance absolue. Au contraire, il est limité pour nous par les tendances convergentes profondément progressives du développement historique. Si ce « droit » doit être — par la force révolutionnaire — opposé à la méthode impérialiste de centralisation qui met en esclavage des peuples faibles et arriérés et brise le cœur de la culture nationale, le prolétariat, d'autre part, ne peut permettre au « principe national » d'être un obstacle à la tendance irrésistible et profondément progressive de la vie économique moderne dans la direction d'une organisation planifiée sur tout notre continent, et, par suite, sur tout notre globe. L'impérialisme est l'expression du capitalisme en tant que brigand, de la tendance de l'économie moderne qui veut s'arracher complètement à l'idiotie de l'étroitesse nationale, comme ce fut auparavant le cas avec les limites provinciales et locales. Tout en luttant contre les formes impérialistes de centralisation économique, le socialisme ne prend pas du tout position contre la tendance particulière en tant que telle, mais, au contraire, fait de cette tendance son propre principe directeur.

Du point de vue du développement historique ainsi que du point de vue des tâches de la social-démocratie, la tendance de l'économie moderne est

fondamentale et il faut lui garantir la possibilité totale d'exécuter sa mission historique de véritable libération : pour construire l'économie mondiale unifiée, indépendante des cadres nationaux, des barrières d'Etat et des barrières douanières, assujettie seulement aux particularités du sol et des ressources naturelles, au climat et aux besoins de la division du travail. La Pologne, l'Alsace, la Dalmatie, la Belgique, la Serbie et d'autres faibles nations européennes qui ne sont pas encore annexées peuvent être réintégrées ou établies pour la première fois dans la configuration nationale vers laquelle elles gravitent et, par-dessus tout, elles pourront demeurer dans ces configurations et développer librement leur existence culturelle dans la mesure seulement où, de groupements nationaux, elles cesseront d'être des groupements économiques, où elles ne seront pas liées par des limites d'Etat et ne seront pas séparées ou opposées l'une à l'autre économiquement. En d'autres termes, pour que les Polonais, les Serbes, les Roumains et d'autres soient capables en fait de former des unités nationales sans entrave, il est nécessaire que les limites étatiques qui les divisent actuellement en plusieurs parties soient annulées, que le cadre de l'Etat soit élargi en une organisation économique mais non en une organisation nationale, jusqu'à englober toute l'Europe capitaliste qui, à présent, est divisée par des tarifs et des frontières et déchirée par la guerre. L'unification étatique de l'Europe est nettement la condition préalable de l'auto-détermination des grandes et des petites nations de l'Europe. Une existence culturelle nationale dépourvue d'antagonismes économiques nationaux et basée sur une réelle auto-détermination n'est possible que sous le toit d'une Europe unie démocratiquement, libre de toute barrière étatique ou de douanes.

Cette dépendance directe et immédiate de l'auto-détermination nationale des peuples faibles, du régime collectif européen, exclut la possibilité que le prolétariat pose des questions comme l'indépendance de la Pologne ou l'unification de tous les Serbes en dehors de la révolution européenne. Mais, d'autre part, cela signifie que le droit à l'auto-détermination, en tant que partie du programme de paix prolétarien, n'a pas un caractère « utopique » mais un caractère révolutionnaire. Cette considération se dirige en deux sens : contre les David et les Landberg allemands qui, du haut de leur « réalisme » impérialiste, dénigrent le principe de l'indépendance nationale comme du roman-

(Suite page 60.)

(1) A cette date, Trotsky utilisait encore, comme Lénine, le terme « social-démocratie » pour désigner le mouvement marxiste.